

# Anniversary of the suspension of the dissolution of the Comité Action Palestine (Palestine Action Committee)

April 29, 2023

A year ago, on April 29, 2022, a decision by the Council of State suspended the decree dissolving the Palestine Action Committee, signed on March 9, 2022 by President Emmanuel Macron. It was a historic victory.

Under the article L212-1 of the internal security code, the State pulled out the club in order to banish the *Comité Action Palestine* from all associative and militant life. It considered, with big lies in support, that *Comité Action Palestine*, under the guise of anti-Zionism, “ incitait à la haine, à la discrimination et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion “ (« incited hatred, discrimination and violence against a group of people because of their religion »), by one word, to anti-Semitism.

To load the mule, it also did not hesitate to accuse us of “soutien et d’incitation au terrorisme sur le territoire et à l’étranger” (“supporting and inciting terrorism at home and abroad”) because we unconditionally support the legitimate resistance of the Palestinian people. Faced with these heavy accusations, invented and badly cobbled together, the game was not won for the *Comité Action Palestine*. Yet thanks to the appeal filed with the Council of State, the decree of dissolution was suspended *sine die*.

Contrary to the complaints of the Ministry of the Interior, the Council of State considered that the dissolution of the association was a serious violation of the freedom of

expression and association. The line of defense was clear. The association denounced the lies and manipulations of the government and at no time did it deny its political principles of support for the Palestinian people. In the appeal we filed and during the hearing before the Council of State, our association spoke loud and clear about the demands of the Palestinian people and their main organizations. It made a point of specifying, in accordance with its Charter, that the *Comité Action Palestine* supports the resistance of the Palestinian people in all its forms and recalled the non-negotiable principle of the sovereignty of peoples. Thus the French government got a historic slap in the face by this Council of State's decision.

While the decrees of dissolution or threats of dissolution are on the rise, attacks on freedom of expression are daily, and any form of protest is violently repressed by the government, this victory is not only ours, but also and above all, that of all sincere militants. It shows that it is crucial not to be intimidated and to continue the fight at all costs!

Long live Palestine, long live the Palestinian people!

---

# **Anniversaire de la suspension de la dissolution du Comité Action Palestine**

29 avril 2023

Il y a un an, le 29 avril 2022, une décision du Conseil d'Etat a suspendu le décret de dissolution du Comité Action Palestine, signé le 9 mars 2022 par le Président Emmanuel

Macron. Ce fut une victoire historique.

En vertu de l'article L212-1 du code de la sécurité intérieure, l'Etat sortait le gourdin pour éliminer de la vie associative et militante le Comité Action Palestine. Il considérait, avec de gros mensonges à l'appui, que le Comité Action Palestine, sous couvert d'antisémitisme, « incitait à la haine, à la discrimination et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion », en un mot, à l'antisémitisme. Pour charger la mule, il n'hésitait pas non plus à nous faire grief de « soutien et d'incitation au terrorisme sur le territoire et à l'étranger » parce que nous soutenons de manière inconditionnelle la résistance légitime du peuple palestinien. Face à ces lourdes accusations, inventées et mal bricolées, la partie n'était pas gagnée pour le Comité Action Palestine. Mais grâce au recours déposé devant le conseil d'Etat, le décret de dissolution a été suspendu *sine die*.

Contrairement aux griefs du ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat a considéré que la dissolution de l'association relevait d'une atteinte grave à la liberté d'expression et d'association. La ligne de défense a été claire. L'association a dénoncé les mensonges et les manipulations du gouvernement et elle n'a, à aucun moment, renié ses principes politiques de soutien au peuple palestinien. Dans le recours déposé et lors de l'audience au Conseil d'Etat, notre association a porté haut et fort les revendications du peuple palestinien et de ses principales organisations. Elle a tenu à préciser, conformément à sa charte, que le Comité Action Palestine soutient la résistance du peuple palestinien sous toutes ses formes et a rappelé le principe non négociable de la souveraineté des peuples. Ainsi le Conseil d'Etat a, par cette décision, administré un camouflet historique au gouvernement français.

Alors que les décrets de dissolution ou les menaces de dissolution se multiplient, que les atteintes à la liberté

d'expression sont quotidiennes, et que toute forme de contestation est violemment réprimée par le gouvernement, cette victoire n'est pas seulement la nôtre, mais aussi et surtout, celle de tous les militants sincères. Elle montre qu'il est déterminant de ne pas se laisser intimider et de poursuivre le combat coûte que coûte !

Vive la Palestine, vive le peuple palestinien !

---

## **L'opération WUAM BUSHU**

Comité Action Palestine

Alors que la France occupe Mayotte dont le rattachement aux Grandes Comores ne fait de doute pour personne, même aux Nations Unies, Gérard Darmanin s'apprête à lancer une opération massive de répression contre les Comoriens qui seraient, selon le gouvernement français, en situation irrégulière sur l'île. Réprimant par la violence tous ceux qui manifestent contre la destruction des conquêtes sociales ou de la nature, l'Etat français a aussi décidé d'expulser de manière spectaculaire plusieurs milliers de Comoriens de Mayotte et de détruire leurs logements de fortune. Plusieurs centaines de forces de police coloniales ont été envoyées sur l'île pour mener cette opération de répression et d'expulsion de personnes qui sont installées, pour certaines d'entre elles, depuis plusieurs années. Déjà condamnée en 2020 par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour ses agissements, la France persiste et signe. Accrochée à ce territoire de l'océan Indien pour des raisons stratégiques, la France inflige un traitement digne d'un régime colonial aux habitants de l'île dont 80% vivent en dessous du seuil de pauvreté, poussant le cynisme jusqu'à envisager la stérilisation forcée aux jeunes

mères parmi les plus pauvres, pratique déjà éprouvée à la Réunion jusque dans les années 1970.

Le Comité Action Palestine dénonce les agissements violents de l'Etat français à Mayotte et exprime sa totale solidarité aux Comoriens. Il est temps de mettre un coup d'arrêt à la sauvagerie sans bornes et aux méfaits du rouleau compresseur capitaliste, ici en France et ailleurs.

---

## **SOUTIEN DU COMITE ACTION PALESTINE AUX SOULEVEMENTS DE LA TERRE**

Depuis plus de 100 ans, le vol de la terre et de l'eau sont au cœur du projet colonial sioniste en Palestine. N'ayant pas d'autre objectif que de vider la Palestine de sa population d'origine, le sionisme conduit une épuration ethnique qui n'a jamais cessé depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948. Expulsés de leurs terres par la force au profit des colons, les Palestiniens représentent aujourd'hui la population de réfugiés la plus importante au monde. Ils attendent toujours l'application de leur Droit au Retour et la restitution de leurs terres et foyers dont ils ont été chassés.

En Palestine et ailleurs, le vol de la terre et de l'eau sont au cœur du colonialisme et de tous les impérialismes qui sont les émanations d'un seul et même système, le capitalisme. Partout sur cette Terre, les peuples sont confrontés à ce même système économique. Basé sur l'exploitation sans limites des ressources et des travailleurs, partout il détruit la nature et partout il appauvrit les masses. En France ou en Palestine, le capitalisme ruine des vies parce que là où il y a la vie,

il voit des profits. Et là où il y a des profits à faire, il cherche à soumettre des hommes et des nations entières par la violence.

Mais, face à cette dépossession et cette destruction, la résistance s'organise partout. En Palestine, la résistance armée contre la colonisation israélienne veut aussi donner un avenir meilleur aux enfants palestiniens. La violence première est coloniale, les Palestiniens se défendent légitimement et continueront à se défendre jusqu'à la libération de leur terre.

En France le peuple des travailleurs résiste aussi contre ce système qui cherche à écraser les faibles, les gilets jaunes, les grévistes et les manifestants de tous horizons, épris de justice, comme les Soulèvements de la terre qui luttent contre la destruction de la planète et l'accaparement des biens communs par les possédants. Face à cette résistance qui s'organise, le pouvoir ne compte plus que sur la police pour défendre sa politique. Comme si l'utilisation d'armes de guerre ne suffisait pas, il cherche, en mobilisant l'arme de la dissolution, réduire au silence toutes les organisations qui contestent sa vision du monde.

Comme aujourd'hui les Soulèvements de la terre, et à la suite de nombreuses associations musulmanes, le Comité Action Palestine a été soumis, au printemps 2022, à un décret de dissolution signé par Macron. En application de l'article L212-1 du code de la sécurité intérieure, il était reproché à l'association d'une part son antisionisme considéré par le gouvernement comme une incitation à la haine, à la discrimination et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion, en un mot assimilé à de l'antisémitisme, et d'autre part son soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien considéré par le gouvernement comme une incitation au terrorisme. Mais suite au recours déposé devant le conseil d'Etat, le décret de dissolution a été suspendu *sine die*. Contrairement aux griefs

du ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat a considéré que la dissolution de l'association relevait d'une atteinte grave à la liberté d'expression et d'association. La ligne de défense a été claire. L'association a dénoncé les mensonges et les manipulations du gouvernement et elle n'a à aucun moment renié ses principes politiques anticolonialistes. Dans le recours déposé et lors de l'audience au Conseil d'Etat, notre association a porté haut et fort les revendications du peuple palestinien et de ses principales organisations. Elle a tenu à préciser, conformément à sa charte, que le Comité Action Palestine soutient la résistance du peuple palestinien sous toutes ses formes et a rappelé le principe non négociable de la souveraineté des peuples. Ainsi le Conseil d'Etat a, par cette décision, administré un camouflet historique au gouvernement français. Cette victoire ne fut pas seulement la nôtre, mais aussi et surtout, celle de tous les militants sincères. Nous renouvelons nos remerciements à notre avocat Vincent Brengarth et aux organisations qui nous ont soutenus dans cette bataille. Aujourd'hui nous apportons tout notre soutien au « Soulèvements de la Terre » et nous leur adressons ce simple message « Seule la lutte conduit à la victoire » ! Macron et sa clique peuvent essayer de dissoudre toute la société. Mais comme les Palestiniens finiront par dissoudre le régime sioniste, la résistance des travailleurs finira ici par dissoudre le régime macroniste, et au-delà, espérons-le, système capitaliste !

Comité Action Palestine

18 avril 2023



---

# Crime colonial à al-Aqsa

Comité Action Palestine,

Cette nuit, 13ème du ramadan, l'armée coloniale a attaqué la mosquée al-Aqsa. Détruisant un mur de la mosquée pour entrer et inondant la salle de prière de gaz lacrymogène, elle a frappé indistinctement femmes, hommes et jeunes fidèles palestiniens, entraînant des centaines de blessés, plus de 400 arrestations et un incendie. Comme à son habitude, la police d'occupation a empêché le personnel médical de secourir les blessés.

Quatre jours plus tôt devant l'entrée de la mosquée, cette armée coloniale abattait froidement Muhammad al-Osaibi, jeune palestinien de 26 ans diplômé de médecine. Son crime ? Avoir défendu une jeune fille brutalisée par l'armée coloniale sur l'esplanade des mosquées.

Cette nuit, en réponse au crime coloniale d'al-Aqsa, la résistance a immédiatement tiré depuis Gaza 4 salves de roquettes sur l'entité coloniale touchant notamment les colonies d'Ashkelon et Sderot. Témoignant de sa fébrilité, l'entité sioniste a ensuite bombardé deux positions vides du Hamas. Ce matin, les Palestiniens se soulèvent partout, dans les territoires de 1948, de la Cisjordanie à Gaza. De nombreuses manifestations et confrontations armées ont lieu dans toute la Palestine.

**Déclaration de la Fosse aux lions :** « Au cours des dernières heures, nos soldats ont mené des opérations aux checkpoints de l'occupation et aux colonies dans les environs de Naplouse, en réponse à l'attaque contre les nobles femmes et hommes libres qui étaient en retraite spirituelle à Al-Aqsa. »

**Secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique, commandant**



**Ziyad Al-Nakhala** : « Ce qui se passe dans la sainte mosquée Al-Aqsa constitue une grave menace pour nos lieux sacrés, et le peuple palestinien doit être présent avec toutes ses composantes pour l'inévitable affrontement à venir. »

**Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas** : « Ce qui se passe à la mosquée Al-Aqsa est un crime sans précédent et il aura ses conséquences. Chacun doit assumer sa responsabilité aux niveaux palestinien, arabe et islamique. »

L'unité grandissante de la résistance représente pour l'entité coloniale une menace sans précédent, comme l'affirme ce matin un ancien commandant de l'armée coloniale : « Ce que nous voyons, c'est l'interconnexion entre les différentes scènes palestiniennes, ce qui représente un phénomène très inquiétant ».

La résistance armée durera le temps que cette barbarie coloniale durera.

Le Comité Action Palestine apporte son soutien total à la résistance des Palestiniens.

Force et honneur au peuple palestinien.



Source des citations: telegram, Nouvelles de Palestine.

---

## **Les macronistes, casseurs de la République**

Tayeb EL MESTARI, paru dans le Grand Soir info, le 28 mars 2023

« Notre erreur est d'avoir probablement été trop intelligents, trop subtils, trop techniques » avait craché Gilles Legendre,

pour expliquer le mécontentement populaire contre la politique menée par Emmanuel Macron. Nous étions alors en pleine « crise des gilets jaunes », les prolétaires s'étaient levés comme un seul homme pour dénoncer leurs conditions de vie misérables et exiger la démission du président. Les propos de Gilles Legendre résumaient à eux seuls cette nouvelle conception du monde portée par cette mouvance, La République en Marche, née de la décomposition des partis politiques traditionnels. Elle n'exprime pas seulement l'arrogance et le mépris de la société officielle contre la société réelle, de la bourgeoisie contre les prolétaires. Elle considère que tout est affaire de pédagogie et forcément de communication. Si les décisions politiques n'emportent pas l'adhésion populaire, c'est en raison d'un défaut de pédagogie et de communication. Faire toujours plus dans la pédagogie comme faire toujours plus dans le capitalisme débridé. Le peuple est idiot.

Le macronisme est une vision politique qui s'enracine dans le pourrissement du capitalisme depuis 40 ans. Il s'est construit sur la base de ce noyau dur : les mécanismes capitalistes étant naturels, indépassables, alors toute politique de la classe dominante est en son essence une stratégie de la pédagogie et de la communication. La classe dirigeante martèle que la gestion économique est en dernier ressort une question technique. Depuis les origines du capitalisme, l'idéologie bourgeoise a toujours affirmé le caractère naturel du système économique. Dans le dernier âge du capitalisme que nous vivons, cette idéologie se renforce à mesure qu'elle est contestée face aux dégâts monstrueux, humains et écologiques, produits par les forces supposées naturelles de l'économie bourgeoise. C'est pour cette raison que la bourgeoisie a mis aux commandes des technocrates toujours plus nombreux dans les ministères. La question sociale n'est pas une question politique mais technique. Seul un factieux ou un illuminé peut penser autre chose.

La justification de la réforme des retraites, bien que rejetée

massivement par les travailleurs et l'ensemble des français, se fait dans les mêmes termes techniques, dans des détails tellement techniques qu'elle est devenue incompréhensible. Les promoteurs de cette loi de réforme des retraites ont fini par se perdre eux-mêmes. La pédagogie forcée s'est retournée en son contraire : la confusion des idées la plus totale. Ministres, journalistes, experts et idéologues, censés porter la bonne parole pédagogique, s'acharnent à faire croire que l'avenir économique de la France repose sur cette réforme qui n'est au fond rien d'autre que l'accentuation de l'exploitation des travailleurs. La lutte actuelle a remis le monde sur ses pieds : les pédagogues apparaissent pour ce qu'ils sont : des nuls.

A chaque sortie médiatique, les ministres s'enfoncent dans le ridicule de vouloir justifier tel ou tel mensonge, telle ou telle incohérence, tel ou tel dérapage. L'intelligence, la subtilité et la technicité supposées de l'élite laissent place publiquement à la bêtise, à la médiocrité et à l'incompétence. Elisabeth Borne n'a-t-elle pas dit que son gouvernement était [composé pour moitié de débiles](#) ? Les choses sont bien plus graves en réalité. La nullité grave, installée confortablement au plus haut sommet de l'Etat, à la Présidence, au Sénat, à l'Assemblée nationale, dans les ministères et les médias, a triomphé. Malheureusement pour elle, cette classe politique, suffisante et aveuglée par l'idée qu'elle se fait d'elle-même, n'a pas mesuré l'intelligence populaire et la capacité de résistance des travailleurs. Elle n'a surtout pas anticipé la lutte populaire globale.

Cette classe est nulle en tout, et surtout en stratégie politique. Dans une conjoncture de crise bancaire, d'inflation galopante, de baisse des salaires, d'un effondrement des services publics et de défiance généralisée envers toutes les institutions, les stratèges macronistes ont ajouté, en croyant ajouter une pièce solide à l'édifice du capitalisme radieux,

de la colère à la colère : faire bosser deux ans de plus tout le monde sans distinction ou presque. La goutte de trop a fait déborder le vase déjà plein de colère sociale et de volonté d'en découdre avec les représentants de la domination effrénée du capital.

Il est loin ce moment où les démocraties bourgeoises s'extasiaient devant la chute de l'URSS et annonçaient un avenir heureux pour tous et pour l'éternité. Le monde était enfin débarrassé du communisme. Le profit et la réjouissance des riches n'avaient plus d'entraves. Les vieilles démocraties bourgeoises ont annoncé la fin de l'Histoire, alors que l'Histoire allait bientôt annoncer leur fin. Les gouvernements successifs de droite et de gauche démantelaient méthodiquement les conquêtes ouvrières dans une relative paix sociale. Il y eut certes quelques grands mouvements sociaux mais la situation était maîtrisée avec l'aide des syndicats et des corps intermédiaires. Le capital était sûr de lui. La classe travailleuse était vaincue. Les dirigeants agissaient avec la conviction que la victoire du capital était définitive. C'est dans ce contexte que la clique de Macron s'emparait du pouvoir. Cette illusion leur jouera des tours.

Quelques mois plus tard, elle s'est violemment heurtée au réel. Les Gilets jaunes se sont invités dans le grand débat historique. Les prolétaires voulaient la tête de l'appareil politique des capitalistes : le président Macron. Ce président des riches, le propagandiste de la théorie du ruissellement des riches sur les prolétaires, cette idée que la richesse de quelques-uns est profitable à tous. Vieille idéologie de l'économie politique bourgeoise qui martèle dans le vide que la richesse d'une nation agit dans l'intérêt de tous, pourtant démentie chaque jour avec cette masse des travailleurs appauvris et humiliés par la cupidité sans limites des capitalistes.

Fruit politique d'une baisse d'intensité de la lutte des classes et d'un capitalisme en décomposition avancée, le

macroniste a une conscience de classe mais une conscience erronée du réel. Il défend l'intérêt de classe des dominants mais en s'appuyant sur de faux calculs politiques. Il ne voyait pas l'ampleur de la misère de ses concitoyens et n'entendait rien à ce qui travaillait la société, silencieusement mais sûrement. L'affaire était pliée. Le savoir technique allait tout résoudre. Il fallait mettre de son côté tous les outils de communication pour expliquer aux masses ignares le bienfait d'une économie où les riches s'enrichissent pour le bien et l'intérêt de toute la société. Le macroniste avait méprisé l'Histoire, pas seulement le gaulois réfractaire. Il avait oublié que les causes d'un grand renversement de l'Histoire étaient là, présentes, comme la braise sous les cendres. Alors que les prolétaires étaient affaiblis politiquement, trahis par des organisations politiques et syndicales censées les défendre, la plus-value extorquée dans les usines était dans sa plus grande partie transférée aux capitalistes. Les salaires baissaient, les conditions de travail se dégradèrent aussi rapidement que les services publics, l'ascenseur social ne fonctionnait plus sinon que pour les possédants. La démocratie bourgeoise ne pouvait plus mentir et surtout sur elle-même. Elle apparaissait dans le plus simple appareil : l'accumulation des richesses au profit de quelques capitalistes, au détriment de la société et des prolétaires en particulier.

Les Gilets jaunes ont renversé la table et ont fait comprendre à la classe politique dans son ensemble, avec ses courroies de transmission associatives et syndicales, que les miettes jetées sous la table sont bonnes pour les chiens et que la dignité des classes populaires n'a d'autres espaces d'expression que la lutte dans la rue contre un pouvoir bourgeois sourd et aveugle. A la violence économique sans bornes des dominants, les gilets jaunes ont opposé la violence nécessaire et légitime des opprimés. Les macronistes n'étaient pas préparés à donner une réponse politique à une contestation politique globale. La maîtrise technique des dossiers n'est

rien sans une boussole politique. Pendant tout le mois de décembre 2018, au plus fort de la contestation violente des Gilets jaunes, ils étaient désarmés et désemparés. Ils disaient une chose le matin et son contraire le soir. Il a fallu le COVID et les mesures de confinement pour mettre un étouffoir sur la lutte des prolétaires. Un moment de répit pour que la classe dominante, sonnée, reprenne son souffle et prépare de nouveaux assauts pour poursuivre sa politique de classe. Elle n'a pas prévu que la réforme des retraites allait mettre de l'essence sur le brasier.

Si les macronistes sont de piètres pédagogues, l'Histoire, quant à elle, est excellente pédagogue. Les classes populaires ont compris que le vote est une arnaque, une ruse de la bourgeoisie, une arme retournée contre elles-mêmes. L'abstention massive est une étape nécessaire de la conscience de classe qui allait en préparer d'autres. Avec la lutte contre la réforme des retraites, toute l'enveloppe politique du capitalisme prend un sérieux coup. Les masses apprennent que la constitution et les lois verrouillent toute possibilité d'amélioration de leurs conditions sociales. Le 49.3 a agi comme un révélateur. Plus la lutte s'accroîtra et plus les masses populaires découvriront que la constitution, les lois, le vote et le faux multipartisme ne sont que l'habit de camouflage de la violence et de l'exploitation capitalistes. Olivier Mateu a raison dans ses harangues de rappeler aux travailleurs qu'ils sont les producteurs de richesses et qu'à ce titre tout leur revient ; que les capitalistes, pilleurs du bien public, sont des parasites prospérant sur la misère et le malheur. Dans ce processus de renversement de l'ordre, les fausses croyances tombent : la démocratie n'est rien d'autre qu'une démocratie bourgeoise et celle-ci une dictature des capitalistes sur toute la société.

L'Histoire est une excellente pédagogue mais elle sait aussi être impitoyable. Elle a nassé Macron. Beaucoup pensent qu'il ne veut pas retirer la réforme parce qu'il est déconnecté du

réel et qu'il s'entête de manière irrationnelle. Non, Macron est pris dans un piège politique. Il sait que le retrait de la réforme serait un coup d'épée dans l'eau parce qu'il ne résoudrait pas le problème de fond : le peuple veut sa tête. Le retrait n'empêcherait pas la lutte des classes de se poursuivre. Les gilets jaunes avaient lancé la bataille contre la présidence incarnée par Macron. Cette bataille suit son cours, au point qu'elle a bloqué le système. Une situation bien plus grave que la mise à l'arrêt d'un jour de l'économie promise par les syndicats. Les capitalistes et leurs stratégies politiques savent que limoger Macron ne résoudrait rien non plus car il n'existe pas d'alternative dans le cadre de ce système politique. Changer de président alors que les mêmes causes perdurent ? Ces causes qui enfonce chaque jour la classe des travailleurs dans la misère. Ce serait donner une victoire précieuse aux prolétaires.

En réalité tout est bloqué. Le capitalisme est à bout de souffle et son enveloppe politique est dans un état de pourrissement avancé. Mais les travailleurs n'ont pas encore trouvé la voie pour proposer un projet de société nouveau, une voie politique qui suppose une auto-organisation et un projet qui nous débarrasserait définitivement de la propriété privée et du profit roi. Une chose est sûre : lorsque le prolétaire se lève, l'espérance se lève avec lui.

<https://www.legrandsoir.info/les-macronistes-les-casseurs-de-la-republique.html>

---

«            **Nous**                            **sommes**                            **les**

# Soulèvements de la terre »

*Le Comité Action Palestine a signé cette tribune. Nous vous invitons à lire la prise de paroles faite par le Comité Action Palestine lors du rassemblement pour la Journée de la terre, ainsi que le texte « le capitalisme : l'ennemi des peuples » qui expliquent les raisons de cette signature.*

Ce mardi 28 mars, alors que les manifestations contre la réforme des retraites battaient leur plein dans toute la France, parcourues de gestes de solidarité pour les blessés de la répression à Sainte Soline, M. Darmanin a annoncé entamer une procédure de dissolution à l'encontre des « Soulèvements de la Terre ». La procédure a été lancée ce 29 mars.

Cette annonce vise à répondre au déluge de critiques adressées au déplorable pilotage du maintien de l'ordre en France depuis quelques semaines. La manifestation de Sainte Soline contre les méga-bassines et l'accaparement de l'eau, samedi 25 mars, n'était à cet égard que le point d'orgue d'une partition macabre, entamée il y a plusieurs semaines, pour rappeler qu'il ne fait plus bon aujourd'hui sortir de chez soi pour manifester son opposition à la politique du gouvernement.

Nous pleurons aujourd'hui toutes et tous les blessé.e.s du 25 mars et veillons les deux manifestants plongés dans le coma entre la vie et la mort. Nous pensons à toutes celles et ceux qui ont dû faire face à un dispositif militaire conçu pour terrifier au risque de tuer. Un dispositif d'une brutalité inouïe, allant le jour même jusqu'à l'obstruction de l'arrivée des secours, pour protéger un symbole, celui de leur autorité, envers et contre toute raison.

**Mutuler et dissoudre.** La dissolution, cette nouvelle manœuvre du ministre de l'intérieur pour tenter de faire oublier la brutale répression qu'il a orchestrée est un peu trop grossière. Le projet de dissolution avait en effet « fuité »



dans la presse depuis un article du Parisien du 20 décembre 2022, premier d'une série d'articles trop soutenue pour être hasardeuse, sur le profil des militants écologistes radicaux, sur ces mouvements ou ces territoires qui «s'éloignent des règles de la République».

**Ce que nous comprenons, au fil des interventions des ministres de ce gouvernement, c'est qu'ils semblent décidés, emportés dans leur propre fébrilité, à taxer « d'ultra-gauche » tout ce qui se met en travers de leur chemin.** Au gré des recyclages de cette appellation, elle recouvre désormais presque parfaitement celle d'« opposant », toutes catégories confondues.

Le gouvernement a en l'espèce tenté d'user d'une double stratégie. D'une main fustiger l'éco-terrorisme, les black-blocs, et les activistes écologistes radicaux, accusés de parasiter les « légitimes mouvements pour la préservation de la planète », de l'autre couper sournoisement les vivres à toutes les associations de défense de l'environnement qui se battent pied à pied pour ralentir le cours du désastre écologique.

Ainsi, depuis la loi Séparatisme ce sont des dizaines d'associations sociales, environnementales et culturelles soupçonnées de ne pas souscrire au « Pacte Républicain », ou juste trop critiques à leur goût, qui se sont vues refuser des financements, inquiétées par les préfetures, bannies des instances de concertation, portées sur de mystérieuses listes noires qui circulent de service en service.

Rien ici qui ne nous surprenne vraiment. Ce qui nous sidère c'est qu'ils et elles puissent penser que ces vieilles ficelles suffisent à mettre un coup d'arrêt à une révolte de fond contre la continuelle destruction du vivant.

**Car les Soulèvements de la Terre sont une grandissante coalition de forces :** au fil des mois c'est toute une constellation de collectifs d'habitant.e.s en lutte,

d'associations de défense de l'environnement, de fermes, de groupes naturalistes, de cantines populaires, de syndicalistes paysans, de scientifiques en rébellion, de syndicats, de groupes autonomes, de mouvements d'éducation populaire, d'élu.e.s, de personnes de tous âges et de tous horizons, qui se retrouvent et s'organisent sous la bannière des Soulèvements de la Terre. Et ça, rien n'est en mesure de le dissoudre.

En réalité aujourd'hui, c'est ce gouvernement que la majorité des habitant.e.s du pays voudrait voir dissout.

Alors, pour donner un peu de chair à leur inquisition, **nous allons, nous qui signons cette tribune et toutes celles et ceux qui ne manqueront pas de nous rejoindre, rendre publique notre appartenance aux Soulèvements de la Terre.**

Nous serons donc dans les rassemblements de solidarité avec les blessé.e.s de Sainte Soline et pour que cessent les violences policières, ce jeudi à 19h devant les préfectures, comme nous participerons aux comités locaux des Soulèvements de la Terre que nous appelons aujourd'hui à créer partout sur le territoire et au-delà. Nous nous soulevons toutes et tous contre la vision du monde et de la vie que ce gouvernement incarne, contre le saccage des milieux naturels, la disparition des terres arables, l'accaparement de l'eau, l'augmentation de la durée de cotisation qui n'est que le paravent de l'injuste partage des richesses, contre les mutilations parfois fatales qu'ils infligent depuis trop longtemps à nos ami.e.s, à nos enfants, à nos camarades.

Nous nous soulevons, chacun.e depuis notre endroit, chacun.e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissout car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte.

**Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.**

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/nous-sommes-les-soulevements-de-la-terre?fbclid=IwAR0BKRLoy9DAk6z-buySl0GTVMjAt0ihGkg3z3xIU-Ur6RPaFvy9waIRH8c>

---

# Journée de la terre en Palestine

Prise de paroles du Comité Action Palestine

Le 30 mars, les Palestiniens commémorent la Journée de la terre, jour pendant lequel en 1976, l'armée sioniste abattait six résistants palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël). Quel a été leur crime ? Avoir manifesté contre la confiscation de 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens pour en faire une zone militaire.

Cette journée est avant tout symbolique de l'oppression coloniale et la résistance du peuple qui n'a jamais cessé. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait expulsé près d'un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Depuis, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), se poursuit sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats et emprisonnements: la colonisation de toute la Palestine est bien inscrite au cœur du projet sioniste. Certains nous parlent d'apartheid, non il s'agit bien d'une colonisation !

Face à cette dépossession, le peuple palestinien a toujours résisté. Aujourd'hui la résistance palestinienne est plus

forte et plus déterminée que jamais. Elle montre son unité, sa force et sa capacité à atteindre l'ennemi partout où il se trouve. Depuis 2009, Gaza a construit un système de défense remarquable en se dotant de missiles qui peuvent atteindre chaque ville occupée en 1948. Ces dernières années, la résistance s'est réorganisée aussi en Cisjordanie. Des bataillons apparaissent dans toutes les villes et mènent des opérations spectaculaires, semant la peur au cœur de la société coloniale. Même si le prix à payer est lourd (près de 100 Martyrs depuis le début 2023), toujours plus de résistants rejoignent le combat, avec un soutien populaire total. La Fosse aux Lions, le bataillon de Balata, les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, d'al-Quds, d'al-Qassam, les Loups solitaires, pour n'en citer que quelques-unes, se lèvent face aux soldats ennemis et à l'autorité palestinienne vendue aux sionistes. Ils rendent leur fierté aux Palestiniens et laissent entrevoir la fin de l'oppression.

En face le camp sioniste est en bien piteux état. Se déchirant autour d'une réforme visant à protéger les intérêts de leurs dirigeants corrompus, la société coloniale s'affronte violemment non pas pour défendre la démocratie, comme certains aimeraient nous le faire croire, mais pour savoir si ils vont continuer à déposséder les Palestiniens avec ou sans un faux-semblant de justice coloniale. Peu importe après tout, car nous assistons actuellement à la mise à jour de l'ensemble des contradictions et de la fragilité de cette société. Les reconfigurations géostratégiques actuelles au Moyen Orient avec le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran modifient également les rapports de force. Les menaces d'Israël d'attaquer l'Iran et les attaques répétées en Syrie pour tenter d'attirer l'Iran dans une guerre ne suffisent pas à cacher la perte d'influence totale des Américains, des puissances occidentales dans la région...et donc de finir de fragiliser leur avant-poste sioniste !

Aujourd'hui, nous commémorens la Journée de la terre. Le vol de la terre et de l'eau sont au cœur du projet colonial sioniste, et plus globalement de tous les impérialismes qui sont les émanations d'un seul et même système, le capitalisme. Oui le capitalisme est un projet d'accaparement de toutes les ressources au bénéfice d'un petit nombre et aux dépens du plus grand nombre. Mais partout la résistance s'organise comme ici en France au cours des dernières semaines contre la réforme des retraites ou plus encore samedi dernier à Sainte Soline contre le projet des méga-bassines. Lors de cette manifestation durement réprimée par un pouvoir qui n'a plus rien d'autre que la violence pour défendre sa politique, le message est le même que celui des résistants palestiniens « nous refusons ce système profondément injuste ». Alors que l'association organisatrice « les soulèvements de la terre » est soumise à un ordre de dissolution, comme l'a été l'an dernier le Comité Action Palestine, nous voulons apporter notre soutien total à leur action. Macron et sa clique répriment tout azimut et à ce rythme voudraient dissoudre toute la société. Comme les Palestiniens finiront par dissoudre le régime sioniste, la résistance des travailleurs finira ici par dissoudre le régime macroniste, et au-delà espérons le système capitaliste !

Dans ce combat, la Palestine est notre boussole et sur le chemin de la lutte, les Palestiniens nous montrent la voie. Par ce rassemblement, nous exprimons toute notre solidarité à son peuple et à sa résistance ! Nous n'oublions pas les prisonniers politiques qui dans les geôles sionistes sont au cœur de la lutte. Exprimons toute notre solidarité à Khader Adnan membre du Jihad islamique qui est en grève de la faim depuis plus de 50 jours, et à Georges Ibrahim Abdallah militant anti-sioniste libanais enfermé dans les geôles françaises depuis près de 40 ans !

Vive la Palestine ! Force et honneur au peuple palestinien !

<https://www.facebook.com/cap.falestine/posts/pfbid0BoZE7dNZrMX>

Photo: Musa Zanoun

---

# Violence politique

*Deux manifestants contre les méga bassines (et non des retenues d'eau, euphémisme des médias), sont entre la vie et la mort. On parle de violences policières. Les termes de violences policières sont inappropriés. Il s'agit de violences politiques avant tout. Le système policier est violent par nature et sa fonction est de préserver l'ordre politique et réprimer les opposants politiques. Les violences policières ne sont pas un accident. Elles sont systématiques.*

Comité Action Palestine

---

## **Communiqué au sujet de S., camarade au pronostic vital engagé à la suite de la manifestation de Sainte-Soline**

Samedi 26 mars à Sainte Soline, notre camarade S. a été atteint à la tête par une grenade explosive lors de la manifestation contre les bassines. Malgré son état d'urgence absolue, la préfecture a sciemment empêché les secours d'intervenir dans un premier temps et d'engager son transport dans une unité de soins adaptée dans un second temps. Il est actuellement en réanimation neurochirurgicale. Son pronostic vital est toujours engagé.

Le déferlement de violences que les manifestants ont subi a fait des centaines de blessés, avec plusieurs atteintes graves à l'intégrité physique comme l'annoncent les différents bilans disponibles. Les 30 000 manifestants étaient venus dans

l'objectif de bloquer le chantier de la méga-bassine de Sainte-Soline, un projet d'accaparement de l'eau par une minorité au profit d'un modèle capitaliste qui n'a plus rien à défendre sinon la mort. La violence du bras armé de l'Etat démocratique en est la traduction la plus saillante.

Dans la séquence ouverte par le mouvement contre la réforme des retraites, la police mutile et tente d'assassiner pour empêcher le soulèvement, pour défendre la bourgeoisie et son monde. Rien n'entamera notre détermination à mettre fin à leur règne. Mardi 28 mars et les jours suivants, renforçons les grèves et les blocages, prenons les rues, pour S. et tous les blessés et les enfermés de nos mouvements.

Vive la révolution.

Des camarades du S.

PS : Si vous disposez d'informations concernant les circonstances des blessures infligées à S., contactez-nous à : [s.informations@proton.me](mailto:s.informations@proton.me)

Nous souhaitons que ce communiqué soit diffusé le plus massivement possible.

-----

---

# **Appel à rassemblement : Journée de la terre en Palestine**

Soutien à la Résistance du peuple palestinien

## **Appel à rassemblement, le 1<sup>er</sup> avril 2023 à 15h, place de la Victoire à Bordeaux**

La Palestine est à un tournant historique. Alors que les contradictions entre les Israéliens s'amplifient la résistance palestinienne, plus déterminée que jamais, montre son unité, sa force et sa capacité à atteindre l'ennemi partout où il se trouve. Même si le prix à payer est lourd (près de 100 Martyrs depuis le début 2023), toujours plus de résistants rejoignent le combat, avec un soutien populaire total.

Le 30 mars prochain, les Palestiniens commémoreront la Journée de la terre, jour pendant lequel, en 1976, l'armée sioniste abattait six résistants palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) pour avoir manifesté contre la confiscation de 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens pour en faire une zone militaire. Cette journée est avant tout symbolique de l'oppression coloniale et la résistance du peuple qui n'a jamais cessé.

Sur le chemin de la lutte, les Palestiniens nous montrent la voie. Afin d'exprimer tout notre soutien à sa résistance héroïque et marquer la Journée de la terre en Palestine, nous vous donnons rendez-vous le 1<sup>er</sup> avril à 15h, place de la Victoire à Bordeaux ! A cette occasion, nous renouvellerons notre appel à la libération de Georges Ibrahim Abdallah, résistant anti-sioniste, emprisonné en France depuis près de 40 ans.

Signataires : Comité Action Palestine, Association des étudiants algériens de Bordeaux, les Alliés de la Paix